

**ANALYSE DES DETERMINANTS DE L'ACCES AU FINANCEMENT DE
L'ENTREPRENEURIAT FEMININ DANS LE SECTEUR AGRICOLE : CAS DE LA
VILLE D'ABIDJAN**

Abdoulaye OUATTARA

Maître de Conférences,

Université Felix Houphouët-Boigny Abidjan/Cocody

ouattaab@yahoo.fr

Prisca Kablan

Doctorante en Sciences de Gestion,

Université Felix Houphouët-Boigny Abidjan/Cocody

kablanpriscacarine@gmail.com

Cel : (+225) 47746957

RÉSUMÉ : En dépit d'une importante littérature empirique dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin, les études existantes n'ont pas donné une idée quantitative des mécanismes par lesquels la situation matrimoniale, l'appartenance aux coopérative, le revenu non agricole, la situation géographique et l'âge influent sur l'obtention d'un crédit dans le milieu agricole. De plus, le cadre d'analyse souvent retenu dans ces études était fondé sur un modèle masculin. Dans cette étude, nous tenons compte de ces écueils, et testons l'hypothèse selon laquelle les facteurs cités ci-dessus ont une influence positive sur l'obtention d'un crédit. Notre étude offre donc une approche nouvelle de l'analyse des caractéristiques de l'entrepreneure sur le statut de bénéficiaire de crédit.

Les estimations sont basées sur un échantillon de 150 femmes ayant 18 ans et plus. Les résultats empiriques mesurés par le modèle LOGIT confirment l'absence de relation entre la variable situation matrimoniale et l'accès au crédit.

Mots clés : Entrepreneuriat féminin, bénéficiaire de crédit, micro finance, secteur agricole, modèle Logit

ABSTRACT: Despite an extensive empirical literature in this area, existing studies have failed to provide a quantitative idea of the mechanisms by which marital status, membership of cooperatives, off-farm income, geographical location and age can influence the obtaining credit in the Ivorian agricultural sector. Moreover, the context of analysis usually applied in these studies was based on a male model. In this paper, we consider these problems, and test the assumption that the above mentioned factors have a positive influence on obtaining credit. Our study provides a new approach to analyze the characteristics of female entrepreneurship in the credit beneficiary status.

Estimations are based on a sample of 150 women aged 18 years and older. The empirical results measured by the logit model confirm the lack of relationship between the variable marital status and women's access to credit.

Key words: Women Entrepreneurs, Credit Access, micro finance, agricultural sector, Logit

INTRODUCTION

Depuis près de soixante ans, la production agricole a pu être considérée comme l'épine dorsale de l'économie dans de nombreux pays en développement (Chenaa et al ,2018). C'est donc à juste titre qu'il soit le seul secteur qui accueille la majorité de la population active et ce à tous les niveaux de son processus (production, transport, commercialisation et transformation). Malheureusement les entrepreneurs de ce secteur compte parmi les moins productifs. En effet le manque d'accès au financement dans ce secteur limite les producteurs dans leurs accès aux semences, aux innovations technologiques, aux services de vulgarisation et au paiement des salaires de la main d'œuvre nécessaire.

En Côte d'Ivoire, suite à la succession des différentes crises politico-militaires, dont la plus critique est celle de la période 2010-2011, de nombreuses réformes ont été mises en place par les décideurs publics au profil de l'amélioration des rendements agricoles. Malheureusement, la plupart de ces réformes que ce soit sur le plan économique, juridique ou social n'ont pas eu les effets escomptés. Les femmes qui contribuent majoritairement à la production de subsistance compte parmi les moins favorisées pour l'accès au crédit formel, notamment en raison de leur vulnérabilité et de leur statut de « petit exploitant ».

Le type de crédit qu'elles sollicitent concerne généralement de faibles montants par rapport à leur réel besoin et sont pour la plupart dépendantes des sources de crédits informels, qui ne

peuvent malheureusement pas répondre aux objectifs d'intensification et d'autosuffisance alimentaire prônés par les gouvernants (Diirro et al ,2018).

En effet, certaines études à l'instar de celles de la Banque mondiale (2012), de Shahab et al (2017) et de Doss et al (2018) portant sur les déterminants du crédit chez les femmes ou les petits exploitants, montrent qu'un certain nombre d'institutions financières offrent moins de crédits aux femmes en pourcentage, même si ces institutions s'agrandissent et diversifient leurs services financiers. Selon Essossinam et Awadé (2019) les tailles moyennes des crédits offerts aux femmes sont inférieures à celles des hommes, même quand hommes et femmes font partie d'un même programme de crédit, de la même communauté et du même groupe de crédit (Sery, 2012). Dans la même logique, Ouattara (2007) dans son étude sur les obstacles à l'entrepreneuriat féminin en Côte d'Ivoire, est parvenu aux conclusions que les systèmes et les pratiques d'institutions financières mis en place en Côte d'Ivoire, peuvent défavoriser certaines femmes parce qu'elles ont des critères ou vivent des réalités qui les distinguent de la clientèle traditionnelle du milieu financier.

Certaines différences dans la taille des crédits peuvent résulter du fait que les femmes sont plus pauvres en moyenne ou que leurs activités agricoles ont une capacité limitée à absorber du capital. Mais, elles peuvent aussi indiquer une forme de discrimination sociale plus étendue contre les femmes qui limite les opportunités dont elles pourraient bénéficier. Nous constatons ainsi une exclusion financière dont les facteurs sont à la fois endogènes (relatifs à la nature de l'activité du client et à son niveau de vie) et exogènes (relatifs aux facteurs environnementaux et aux objectifs de la structure bancaire). Dans un tel contexte, l'objet de notre article vise à identifier les caractéristiques de la femme bénéficiaire de crédit dans le secteur agricole.

Notre étude se fonde sur l'idée selon laquelle l'analyse des caractéristiques de l'entrepreneuriat féminin sur le statut de bénéficiaire de crédit est susceptible de mettre au jour une approche nouvelle et différente du modèle masculin très souvent étudié en Côte d'Ivoire. Elle est également un résultat des recherches fouillées qui constituera un document au chercheur intéressé par des études similaires.

La structure de cet article se fera en deux grandes parties: la première partie sera consacrée au cadre théorique et conceptuel relatif aux différents modes de financement dans le secteur agricole ivoirien. La seconde partie porte sur l'étude terrain dans le but de valider empiriquement notre recherche. Elle présente la méthodologie de la recherche et une synthèse des résultats économétriques obtenus ainsi que leurs interprétations.

1. Analyse théorique: le secteur financier et le financement dans le secteur agricole

Plusieurs recensions ont mis en lumière l'impact des caractéristiques économiques et sociologiques des femmes sur l'obtention d'un crédit dans le secteur agricole. Ce premier point de l'article vise à identifier les différents modes de financement et à analyser leurs liens avec les caractéristiques des femmes entrepreneures.

❖ Les différents modes de financement

Dans le cadre de leurs activités, les productrices agricoles, dans leur diversité professionnelle, bénéficient des appuis de divers acteurs: l'Etat, les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, les projets et programmes de développement, les organisations professionnelles agricoles et de nombreux autres prestataires privés de services. Malheureusement, ces appuis restent insuffisants vu la masse de femmes qui optent pour ce secteur d'activité. Pour donc faire face au manque de ressources, ces dernières ont recours à d'autres pratiques financières. Il s'agit des types de financement formel (Banque et micro finance) et le financement informel (financement par fonds propres, les tontines et les crédits usuraires).

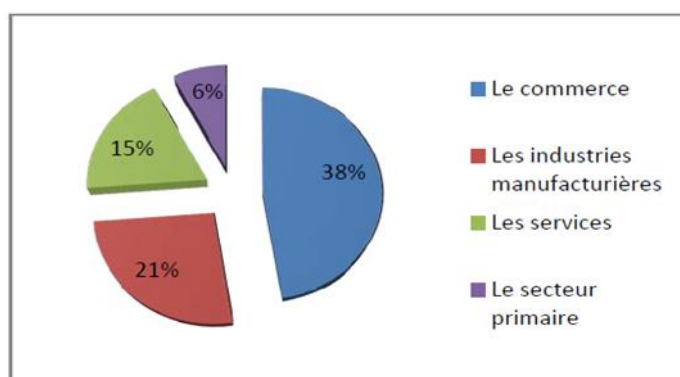
Dans le cadre de cette communication, nous ne retenons que les types de structures formelles. Ce choix se justifie par le fait que les recherches antérieures ont eu à prouver que les financements de type informels n'exigeaient aucune garantie et étaient faciles d'accès (Abbas et al ,2017). Par opposé le type de financement formel accordait beaucoup plus de sérieux dans leurs procédures d'octroi de crédit.

• Les banques

Dans les années soixante et soixante-dix, les gouvernements de nombreux pays en développement avaient pris conscience de la nécessité de fournir aux paysans un accès au crédit. En Côte d'Ivoire, des banques publiques de financement agricole ont été alors créées. Nous pouvons citer à titre d'exemple: la caisse centrale de crédit agricole(CCCA), le crédit de Côte d'Ivoire (CCI), la banque nationale du développement agricole (BNDA) et la banque pour le financement agricole (BFA). Ces différentes banques offraient aux paysans des crédits aux taux d'intérêts subventionnés. Cependant, ces initiatives vont connaître rapidement toutes sortes de difficultés: leur gestion était soumise à de fortes pressions politiques et électorales, elles avaient de fort taux d'impayé et de surcroît, des taux d'intérêts trop faibles pour espérer atteindre la pérennité financière. Après quelques années, une grande partie de ces banques de

développement se sont vues dans l'obligation de disparaître et donc de laisser en suspens le problème d'accès aux services financiers. Si les banques agricoles ont failli à leur mission, les banques commerciales, quant à elles ont plutôt tendance à concentrer leur offre de financement sur quelques secteurs sécurisés (cultures d'exportations, productions irriguées, ...) et ne s'aventurent qu'avec beaucoup de précaution dans la sécurité alimentaire (Linh et al, 2019). Dans l'espace UEMOA, les principaux bénéficiaires des concours bancaires sont comme le montre le graphique ci-dessous: le commerce (38%) des financements; les industries manufacturières (21%), les services (15%) et le secteur primaire qui occupe plus des deux tiers de la population active ne bénéficie que de 6 % des concours.

Figure 1: Principaux bénéficiaires des concours bancaires



Source: UEMOA 2015, calcul de l'auteur

- La micro finance

La micro finance est, à l'heure actuelle l'un des instruments de politiques économiques et sociales, les plus commentés et privilégiés en matière de développement. A l'origine, la micro finance serait apparue pour permettre à un ensemble de personnes à caractéristiques très hétérogènes et exclues du système bancaire, d'avoir accès à des services financiers adaptés ou de les sortir de l'entreprise des usuriers qui leur octroyaient des prêts à des taux d'intérêts très élevés. Ainsi, quarante-trois années après la création de la Grameen Bank par MUHAMMAD YUNUS¹, environ 80 millions de personnes dans les pays en développement bénéficient des services des institutions de micro finance.

¹ Economiste et entrepreneur bangladesh fondateur de la première institution de microcrédit www.zonebourse.com

A ce sujet, diverses études économiques d'auteurs tels que Perry (2002), Wampfler (2004) ont montré que le micro crédit est davantage prisé par les femmes, puisqu'il rassure leur autonomie financière. Pour Guérin et Servet (2004): « *Premièrement, le microcrédit s'adresse aux personnes vulnérables mais non aux plus pauvres; deuxièmement, le microcrédit dans sa formule classique permet aux personnes vulnérables de prévenir un certain nombre de risques en les aidant à diversifier leurs sources de revenu et à accumuler un capital, mais ne leur permet pas d'amortir les risques lorsqu'ils surviennent* ». Ainsi, la micro finance, notamment le micro crédit, serait un instrument de lutte contre les risques et les vulnérabilités qui fondent le quotidien des pauvres, et non un outil pour les relever au-dessus du seuil de pauvreté.

Cependant, la plupart des entrepreneurs dans des pays africains ne sont toujours pas «bancaisés»: Près de trois milliards de personnes dans les pays en développement (dont la majorité est constitué de femmes), n'ont pas accès aux services financiers formels. Services, qui pourtant pourraient contribuer à accroître leurs revenus et améliorer leur existence. Dans son Rapport sur le Développement Humain de 2009, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) rapportait que 70 % des 1,3 milliards de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour étaient des femmes. Selon les statistiques sur les sexes de la base de données de la Banque Mondiale², les femmes connaissent un plus gros taux de chômage que les hommes dans quasiment tous les pays. En général, les femmes constituent également la majorité des personnes du secteur informel moins payé et moins organisé dans la plupart des économies. Ces statistiques sont utilisées pour justifier la priorité qui est donnée à l'augmentation de l'accès des femmes aux services financiers parce qu'elles sont bien plus désavantagées que les hommes, 80% des bénéficiaires de micro crédit dans le monde sont des femmes. Alors que la sphère économique est (presque) partout dans le monde dominée par des hommes. Les IMF (institution de micro finance) ne se limitent pas qu'au micro crédit. En effet, divers services financiers (tels que l'épargne, le transfert de fonds, le crédit et l'assurance) constituent des outils de gestion essentiels au bien-être et à la capacité productive des familles pauvres. Ils leur permettent non seulement, d'équilibrer leurs dépenses lorsque leurs revenus deviennent irréguliers (travail occasionnel, saisonnalité des récoltes), mais également d'accroître leur pouvoir d'achat lorsque leurs dépenses augmentent (frais de scolarité, achat de semences) et aussi de se prémunir contre les urgences (catastrophes naturelles, agression, etc.)

² Voir le site de la Banque Mondiale : www.genderstats.worldbank.org

Avec les IMF, les femmes montrent leurs capacités à gérer une entreprise agricole. Mais ce secteur reste encore fragile et demeure confronté à certaines difficultés. La micro finance est donc aujourd'hui un outil de financement qui peut devenir viable, mais qui a encore besoin d'appui et de temps pour se consolider.

2. Les caractéristiques du statut de bénéficiaire de crédit dans le secteur agricole : élaboration du modèle de recherche

L'évaluation des crédits est centrée sur la volonté et la capacité des clients à rembourser plus que sur les actifs pouvant être saisis en cas de non remboursement (Tivoly, 2007)³. Dans certains cas, les prêts peuvent avoir recours à des garanties matérielles comme le nantissement des actifs, des terrains et des constructions ou des appareils ménagers. Cependant, la légalité et la pratique de ce type de mesures de garantie sont souvent remises en cause par les prêteurs. Car, le problème principal auquel se heurtent les femmes est l'absence de garantie légale. Les entrepreneures qui contractent un crédit possèdent des caractéristiques diverses. Les points suivants ont pour objectif d'énumérer un certain nombre de caractéristiques agissant sur l'octroi de crédit en milieu agricole.

2.1. Identification des femmes selon l'âge

La répartition des femmes selon l'âge est presque invariable en fonction des institutions bancaires. Elles concernent une population composée de presque autant de femmes jeunes (entre 28 et 30ans) que d'âge mûr (entre 30-45 ans) Sourany et *al.* (1999). Les travaux empiriques consultés confirment pour la plupart l'existence d'un lien entre la maturité et l'accès au crédit. Une analyse de l'étude de Sery (2012) sur trois associations à savoir, la MUCREFAB (Mutuelle de Crédit des Femmes d'Aboisso, Bonoua, Bassam), la COOFACI (Coopérative des Femmes actives de Côte d'Ivoire) et la Tontine des Femmes Gouros du Marché d'Adjamé révèle que la plupart de ces institutions à clientèle exclusivement féminine s'adresse à une population âgée d'au moins 21 ans et d'au plus 45ans. Ce choix pourrait s'expliquer aussi par le fait que les jeunes entrepreneures ont tendance à épargner et chercher ultérieurement du crédit contrairement aux entrepreneurs matures qui du fait de leur tranche d'âge remplissent déjà les

³ 6 Cité par N'goran Koffi et Grodji Kouamé, « l'octroi des micro-crédits en côte d'ivoire: le défi de la confiance entre prêteurs et emprunteurs dans un contexte de fragilité politique et économique », European Scientific Journal August 2013 edition vol.9, No.22 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431

conditions des IMF. L'importance de la variable âge réside ainsi dans son influence sur le parcours et l'expérience entrepreneuriale des femmes.

Sur la base des affirmations avancées plus haut, nous formulons notre première hypothèse :

Hypothèse 1 : L'âge à une influence positive sur l'obtention d'un crédit.

2.2. Identification des femmes selon l'appartenance aux coopératives

L'intégration de la femme entrepreneure dans des coopératives agricoles est souvent vue comme un outil indispensable et susceptible d'engendrer un changement positif chez ces femmes. En effet, face aux risques du secteur et aux énormes contraintes liées à l'accès au financement formel, la mise en réseau des femmes d'un même secteur d'activité permet à ces dernières d'entretenir des rapports de solidarité et d'entraide et dans certains cas, de développer des systèmes d'épargne rotatif qui leur permettra in fine de se créer un capital financier nécessaire au montage de dossier de prêts. En Côte d'Ivoire, de plus en plus d'IMF développent le prêt collectif (N'Goran ,2013). En effet pour l'institution prêteuse, c'est un moyen de limiter les risques de non remboursement et d'asymétries d'information (Wamba, 2013). A l'opposé, Tra Lou (2006), dans une étude portant sur les coopératives féminines révèle que des comportements de non remboursement des prêts ont pu être observés chez la plupart des femmes ayant intégrés des projets de prêts collectif initiés par des IMF. Le facteur confiance est donc important à ce stade. Ainsi, en raison des problèmes de méfiance et d'incertitude certaines entrepreneures limitent leur intégration dans les types de financement collectif. Sur base de ces différentes positions nous formulons notre seconde hypothèse :

Hypothèse 2: L'appartenance aux coopératives agricoles influe positivement l'obtention d'un crédit.

2.3. Identification des femmes selon l'état matrimonial

La situation matrimoniale peut être très décisive dans la formulation d'une demande de prêt. En effet, cette variable a une influence significative sur l'octroi et le remboursement du crédit. Dans la littérature, cette variable à fait l'objet de plusieurs débats scientifiques selon les pays, les cultures et les origines. Pour certains auteurs, ce statut n'est pas toujours incitatif (Kouty et al. 2008) .En opposition, les travaux de Hofmann et Kamala (2003) ;Bouhachi et ST-CYR,

(1997) cité par Lafortune et al (2000), affirment que bon nombres de conjoints n'ont pas hésité à soutenir financièrement leurs épouses en participant à la mise de fonds. Toutefois, force est de reconnaître que cela est dû en partie au désir des femmes mariées d'associer leurs conjoints à l'utilisation du microcrédit. Selon Mosley et Hulme (1998), le ratio de dépendance est moins élevé chez ce type de clientes. Sur la base de ces résultats, nous proposons notre troisième hypothèse :

Hypothèse 3 : la situation matrimoniale influe positivement l'obtention du crédit

2.4. Identification des femmes selon l'accès au revenu non agricole

Bien que Lida (2008) fasse partir des auteurs pour qui le développement d'une activité secondaire au secteur agricole pourrait avoir comme conséquence immédiate la saturation du marché et l'engouement de se tourner vers de nouveaux secteurs plus attrayants, la variable revenu non agricole compte parmi les facteurs les plus importants lors de la demande de prêts formels (Robert ,2017). Il permet aux femmes de financer elles-mêmes leurs activités en intégrant des projets plus ou moins déjà structurés et constitue une garantie auprès des institutions financières. Ce type de revenu peut également servir de ressources financières complémentaires, surtout dans les contextes de volatilité des prix (Delame, 2015) .Les femmes qui utilisent leur revenu non agricole arrivent en général à intégrer véritablement les IMF et même en devenir même des membres privilégiés ou sociétaires. L'étude menée par Guérin (2007) auprès du programme *Crédits rotatifs* au Sénégal confirme cette idée. Pour l'auteur, les profils personnels influent fortement l'accès au crédit. Sur cette base, nous proposons notre quatrième hypothèse :

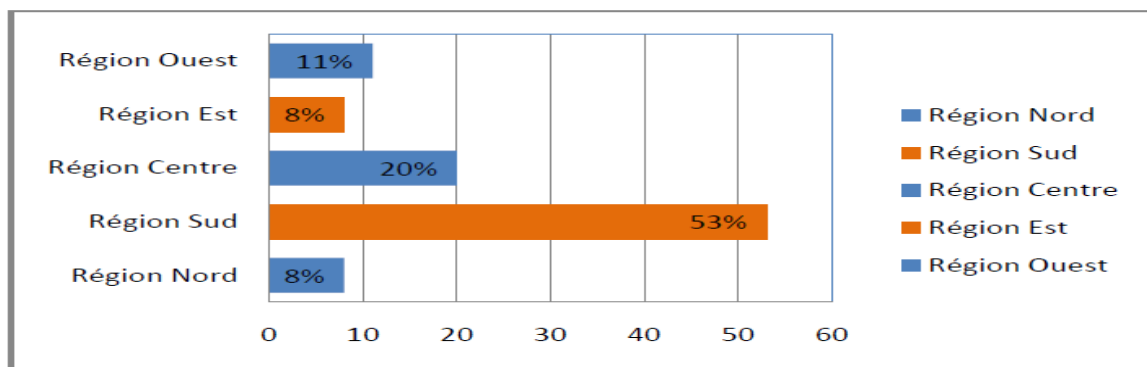
Hypothèse 4: Le revenu non agricole influe positivement l'obtention d'un crédit

2.5. Identification selon la situation géographique

L'éloignement est un facteur de difficulté considérable à l'intérieur des zones rurales, qui affecte nombre d'aspects de la vie. Pour Soglo et Roche (2003) la probabilité pourqu'une femme accède au crédit ou à l'épargne est d'autant plus faible que l'institution financière est éloignée du domicile de la femme. La concentration des services essentiels dans les zones urbaines produit d'importants effets sur la qualité de vie des groupes exposés au risque

d'exclusion sociale et des services financiers qui ont bien entendu un impact sur la production agricole. En effet, la Côte d'Ivoire compte 72 IMF et 264 points de services pour 1.354.807 clients⁷. Malheureusement, nous notons une inégale répartition de ces institutions sur le territoire.

Figure 2: Répartition du pourcentage des IMF par région



Source : Ministère de l'économie et des finances 2015, calcul de l'auteur

Comme, nous pouvons le voir sur la figure ci-dessus, au plan national nous avons 53% d'IMF qui se trouvent dans la région du sud, tandis que le Centre et l'Est regroupent respectivement 20% et 8% du nombre total de structures. Aussi, malgré la particularité des régions nord qui concentrent l'essentiel des activités agricoles, seules 8% des institutions de micro finance y sont présentes. L'inégale répartition des institutions est aussi constatée entre les zones rurales et les zones urbaines qui concentrent plus de 70% des IMF. Cette mauvaise répartition des résultats limite l'accès au crédit de certaines femmes en Côte d'Ivoire, nous formulons ainsi notre cinquième hypothèse :

Hypothèse 5: La situation géographique de l'entrepreneure impact positivement l'octroi de crédit.

3. METHODOLOGIE

3.1. L'enquête

Dans le cadre de notre étude, nous avons eu recours au mode d'échantillonnage non probabiliste par « choix raisonné » notamment en raison du manque de statistique sur les femmes entreprenant dans ce secteur. Ainsi 150 femmes exerçant dans le secteur agricole et ayant sollicitées un prêt, soit au près d'une banque commerciale et/ou d'une micro finance ont été sélectionnées. Ces entrepreneures issues de divers zones géographiques , travaillent dans les

differents secteurs d'activite agricole (productrices, grossistes, detaillantes). Ces femmes entreprennent sur les trois grands marches d'Abidjan. Il s'agit en autres: du marche des cooperatives de Commercialisation de Produits Vivriers de Cocody (COCOVIPO)⁴, le marche Gouro d'Adjamé ⁵ et le marche de Siporex 1.⁶

3.2.La mesure des variables explicatives

Comme indique precedemment, grace a notre revue de litterature nous avons retenu cinq variables explicatives que sont: l'age (AGE), la situation geographique du menage (SITGEO), le revenu non agricole (RENOAG), le nombre d'actif (NOACT) et la situation matrimoniale (SIMAT). Quant a, la variable le niveau d'instruction (NIVOIN), elle a ete introduite comme variable de controle.

Tableau 1: Liste des variables explicatives

⁴ Initie par feu Madame Rosalie Botti. Ce marche inaugure officiellement le 19 avril 2008, accueille chaque jour jusqu'a 500 commerçantes et 10 000 clients viennent s'y approvisionner en fruits, legumes, bananes etc.

⁵ Le plus important marche pour la distribution de produits vivriers en general, et de la banane plantain en particulier. Avec une population abidjanaise de plus en plus croissante, le marche Gouro d'Adjamé se presente comme un marche potentiel de ravitaillement de la population abidjanaise. (Djako, 2009).

⁶ Situe a l'entree de la commune de Yopougon, le marche de la Siporex 1 est sollicite par un bon nombre de voyageur. On y trouve presque toutes les denrees alimentaires. Les gros camions transportant les differents produits vivriers venant des villes de l'interieur y font une escale avant d'achever leur course au grand marche Gouro d'Adjamé. Ce marche est la base de nombreuses cooperatives qui ont des detachements a l'interieur du pays.

VARIABLES	VALEURS	DEFINITION
AGE	0, si la femme à un âge compris entre 18-24 ans; 1, si elle a entre 25-34; 2 si elle a entre 35- 54 ans; 3, si elle a 55ans et plus	Nombre d'année d'expérience, (capacité à effectuer des versements et remboursements réguliers) et la maturité. La variable AGE permet de capter l'existence d'un effet de seuil entre l'âge d'un individu et l'accès au crédit.
SITGEO	1, si l'institution financière est à proximité de la femme ; 0, si non	Il s'agit de la situation géographique de la femme ou la distance qui sépare l'individu de l'institution financière la plus proche
SIMAT	Qualitative (1=célibataire; 2=marié; 3=divorcé; 4=veuf; 5= union libre/concubinage)	Situation matrimoniale de la femme
NIVOIN	Qualitative (0=aucun; 1=primaire; 2=collège; 3= lycée; 4 = supérieur)	Niveau d'instruction du ménage
RENOAG	1, si la femme a un autre revenu non agricole; 0 sinon	Revenu non agricole
NOACT	0, si la femme entreprend seule ; 1 si elle appartient à une coopérative	Nombres de force de travail

Source : Auteur

3.3.La mesure de la variable à expliquer

La variable à expliquer renvoie au « statut de bénéficiaire de crédit ». Cette variable nommée « Access » prend la valeur 1 si la femme a accès aux crédits formels existants et 0 si non. Schématiquement, elle se définit de la manière suivante :

$$\text{Access}_i = \begin{cases} 1, & \text{si la femme } i \text{ à des crédits formels ou informels} \\ 0, & \text{sinon} \end{cases}$$

Pour analyser la structure de nos données, nous utilisons le modèle Logit. En effet, la nature dichotomique de la variable dépendante (accès ou non au crédit) fait référence au modèle Probit/Logit. Mais, pour des raisons de commodité, notamment l'aisance dans la manipulation de la fonction de répartition, le modèle Logit est préférée au modèle Probit. Nos données ont été traitées à l'aide des logiciels Excel, R et SPSS.

4. résultats de l'analyse économétrique

Avant de procéder aux résultats économétriques, nous avons étudié la dimensionnalité de nos variables à travers une analyse en composantes principales (ACP). Cette analyse nous a permis de déterminer si chacun des paramètres a son importance et si tous les paramètres sont représentés par au moins un facteur.

Avant de réaliser l'ACP, il faut s'assurer que les paramètres utilisés pour l'analyse suivent une distribution normale. Compte tenu du fait qu'il existe une hétérogénéité dans nos données, nous sommes obligés d'effectuer une transformation de nos données. A cet effet, nous avons utilisé la transformation $\log_{\text{naturel}}(\text{paramètre} + 1)$ pour obtenir des paramètres suivant une loi normale. Le terme +1 a été utilisé dans la transformation pour tenir compte du fait que le \log_{naturel} de 0 est impossible. Après la réalisation de l'ACP, nous devons observer la mesure de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO) qui est un indice d'adéquation de la solution factorielle qui indique jusqu'à quel point l'ensemble de paramètres retenus est un ensemble cohérent.

Pour mener à bien cette analyse, nous avons déterminé le nombre de valeurs propres à retenir et avons étudié le comportement de chacun de nos paramètres sur les différents axes factoriels. Concernant les résultats des valeurs propres et des variables actives, nous avons remarqué que pour l'ensemble des données, les cinq premiers facteurs ont une valeur propre supérieure à l'unité, représentant 73,95 % de la variance expliquée des données avec un KMO de 0,74. Selon le critère de Kaiser, nous retenons les axes tels que la part d'inertie qu'ils expliquent est supérieur à la part d'inertie moyenne, soit ici, avec 6 variables: $1/6 = 16,6 \%$. Ainsi, nous ne retenons ici que les cinq premiers axes.

Nous constatons que les variables qui contribuent le plus à la création du 1er axe sont projetées positivement (DIM=0,979), idem pour celles du 2ème axe. Pour le 3ème axe, sont projetées positivement que les variables SITMAT (DIM=0,659), SITGEO (DIM=0,433), NIVOIN (DIM=0,392) et négativement la variable NOACT (DIM=-0,441). Les variables qui contribuent le plus pour la création du 4^{ème} axe sont toutes projetées positivement ainsi que pour le 5ème axe.

Notre analyse montre ainsi que nos variables sont bien représentées sur le cercle de corrélation et que toutes nos variables actives sont sensiblement impliquées dans la construction des deux axes retenus, ce qui veut dire que l'ACP fonctionne assez bien.

- Résultats et interprétation de l'analyse économétrique

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'estimation des paramètres du modèle LOGIT. Le modèle estime pour un enquêté, la probabilité qu'il a accès à un crédit formel. Cette variable « avoir accès à un crédit formel » est expliquée par l'âge (AGE), la situation géographique du ménage (SITGEO), le revenu non agricole (RENOAG), le nombre d'actif (NOACT) et la situation matrimoniale (SIMAT).

Tableau 2: Résultat de l'estimation des paramètres du modèle Logistique

	Coefficient	Erreur Std	Z	p.critique
Const	0,232	0,592	0,154	0,005***
AGE	0,261	0,228	1,320	0,025**
SITGEO	0,235	0,352	0,444	0,041**
SITMAT	-0,114	0,128	0,812	0,001***
NIVOIN	0,128	0,145	0,788	0,007***
RENOAG	0,073	0,356	0,042	0,051**

NOACT	0,220	0,352	0,392	0,031**
-------	-------	-------	-------	---------

Note : Nombre des observations = 150; Test du ratio de vraisemblance: Log de vraisemblance = 99,5805, R2 ajusté = 0,68332, Nombre de cas 'correctement prédits' = 90 (60%). ***, ** et * désignent la significativité à 1%, 5% et 10% respectivement

Source : Calculs de l'auteur, données de l'enquête

Les résultats montrent que de toutes les caractéristiques des femmes étudiées, seule une de ces caractéristiques conduit à une baisse de la probabilité d'avoir accès au crédit formel ou informel. Il s'agit de la variable situation matrimoniale(SITMAT). Pour ce qui est de la significativité des variables, il apparaît après l'estimation des paramètres que les variables sont réellement significatives dans notre modèle logistique, au vu des valeurs de leur probabilité critique (colonne « p-critique »). Il s'agit des variables AGE (0.025), SITGEO(0.041), SITMAT (0.001), RENOAG (0.051) et NOACT (0.031). Pour mémoire, nous acceptons l'hypothèse de non nullité du coefficient dès que la probabilité critique est inférieure à 0,05, soit 5%.

5. Discussion sur les facteurs explicatifs d'obtention d'un crédit formel du modèle logistique

La première variable que nous interprétons est la variable (AGE). Les résultats de notre analyse montrent que le coefficient de la variable AGE est positif et significatif pour un seuil de 5%. Ainsi, l'âge des femmes est une fonction croissante de la probabilité d'avoir accès à un crédit. En d'autres termes, le fait d'appartenir à une tranche d'âge élevée multiplie par 1,299 la probabilité d'avoir accès à un crédit formel ou informel en référence à la classe d'âge la plus jeune. Ces résultats ne corroborent pas ceux d'Ayalew et al (2014) pour qui l'âge a un effet négatif sur l'accès au crédit. Cette relation négative entre l'âge des femmes et l'obtention d'un crédit a d'ailleurs été souligné par Kouty et al (2008). Ils ont montré dans leur étude que la probabilité d'accès au crédit croît certes avec l'âge mais, il existe un âge maximal au-delà duquel cette probabilité commence à décroître. En effet, certains chercheurs pensent que les productrices les plus âgées sont moins efficaces que les jeunes productrices dans la mesure où, selon eux, les premières n'ont pas assez de contact avec les services de vulgarisation et elles sont peu disposées à adopter les nouvelles technologies contrairement aux jeunes qui sont aptes à rechercher les informations nécessaires et à adopter de nouvelles technologies (Coelli et Fleming 2004) cité par Nuama (2006).

La variable situation géographique (SITGEO) est positive et significative au seuil de 5%. L'analyse économétrique nous révèle que la probabilité d'avoir accès à un crédit formel ou informel augmente si les demandeurs de crédit sont à proximité d'une institution financière. Autrement dit, le fait de résider ou travailler à côté d'une institution financière multiplie par 1,265 la probabilité d'avoir accès à un crédit formel ou informel par rapport au fait d'être éloigné de l'institution financière. Ce résultat pourrait se justifier par le fait que les femmes des zones urbaines présentent une plus grande opportunité d'obtention des crédits que les femmes en zones rurales. Ce résultat est également partagé par Samba et Balamona (2008) et Nwaru (2011) qui avaient remarqué dans leur étude que l'emplacement de certaines IMF limitait particulièrement les agriculteurs en zones rurales.

Pour ce qui est de la variable (SITMAT) qui capte le statut matrimonial de la femme elle est négative et très significative ($p\text{-value}=0.001$) au seuil de 5%. Toutes choses étant égales par ailleurs, la variable (SITMAT) montre que la probabilité d'avoir accès au crédit formel ou informel diffère de 0,891 avec le statut matrimonial de la femme. En d'autres termes, les femmes mariées ont 89 % de chance d'avoir du crédit que les femmes veuves, célibataires ou divorcées. Ce résultat n'est guère surprenant dans la mesure où Tang et al (2010) ont montré que le crédit est facilement octroyé à une personne mariée qu'à une personne célibataire, divorcée ou même en union libre.

La variable revenu non agricole (RENOAG), est positive et significative au seuil de 5%. En effet, le fait d'avoir un revenu non agricole augmente de 1,075 fois la chance d'avoir accès à un crédit que celles qui ne disposent pas de revenu externe au domaine agricole. En soit, cette relation non plus n'est pas nouvelle, et se situe d'ailleurs au cœur du mécanisme de prêts, crédits que les banques et IMF, développent à l'égard de certains de leurs clients. En effet, pour obtenir un prêt il faudrait que ta situation financière soit favorable or ce n'est toujours pas le cas avec les productrices car elles fondent leur revenu sur leurs futurs récoltes. Cette règle sous-entend d'ailleurs, le dicton populaire qui recommande de ne prêter qu'aux riches. Toutefois, notons que ce résultat bien qu'il soit conforme à celui des auteurs éthiopiens Mersha et Eyenew (2018) n'est pas conforme à l'étude empirique de Lefebvre (2012).

Quant à la variable nombre d'actif (NOACT) nos résultats indiquent que celles qui sont dans des coopératives ou associations ont 0,802 fois plus de chance d'avoir accès à un crédit que celles qui ne sont pas dans des coopératives. Ce résultat est conforme avec celui trouvé par Wamba (2013), Anigbogu et al (2015), Teufack et al (2017), Chenaa et al (2018). Ils ont

démontré que les coopératives participent à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. De fait, les coopératives permettent de créer un capital financier pour les populations défavorisées qui ne peuvent pas avoir accès facilement aux institutions financières.

Concernant notre variable de contrôle introduite dans notre modèle à savoir, le niveau d'instruction(NIVOIN), les résultats de l'estimation logistique nous révèlent un coefficient associé positif et significatif au seuil de 5%. En effet, toutes choses étant égale par ailleurs, au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente, il y a d'autant plus de chances d'obtenir le crédit pour une femme plus instruite qu'une femme moins instruite. En effet pour les auteurs Roberts (2017) et Shahab et al (2018), le niveau d'instruction fait partir des principales conditions pour accéder au crédit dans le secteur agricole. Ces auteurs perçoivent cette variable comme un outil qui vise à assurer la compréhension du projet agricole, à s'informer sur les modalités d'accès et de remboursement du crédit puis à utiliser de manière optimale les fonds consentis .Cependant, il est difficile d'affirmer avec certitude que le niveau d'instruction influence grandement les activités agricoles, car des données empiriques révèlent que des femmes avec un niveau d'étude peu élevé parviennent à développer des entreprises très lucratives (Guerin, 2002 , Linh et al ,2019).

Tableau 3: Synthèse de la vérification des hypothèses formulées

N°	Libellé de l'hypothèse	Résultats
H1	L'âge influe positivement à l'obtention d'un crédit.	Confirmée
H2	L'appartenance à une coopérative agricole influe positivement à l'obtention d'un crédit.	Confirmée
H3	La situation matrimoniale influe positivement à l'obtention d'un crédit	Infirmée
H4	Le revenu non agricole influe positivement à l'obtention d'un crédit.	Confirmée
H5	La situation géographique de l'entrepreneur impact positivement à l'octroi de crédit.	Confirmée

CONCLUSION

Notre étude a cherché à analyser l'impact des caractéristiques des entrepreneures sur le statut de bénéficiaire de crédit dans le secteur agricole ivoirien .Pour atteindre l' objectif fixé, la

démarche utilisée a consisté à faire tout d'abord une revue de littérature. Celle-ci nous a permis de faire un état des lieux de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur agricole, d'identifier les différentes caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques des femmes demandeuses de crédit, puis de les mettre en relation avec l'accès au crédit.

L'enquête menée par la suite auprès de 150 entrepreneures nous a permis de traiter les réponses obtenues à l'aide des logiciels Excel, R et SPSS. Les résultats de l'analyse statistique et économique montrent que la situation matrimoniale de la femme n'a pas d'impact positif sur l'accès au crédit dans le secteur agricole ivoirien. Dans ces conditions, les hypothèses de départ se trouvent alors rejetés en partie.

Au vu des nombreuses contraintes, nous pouvons conclure de nos observations qu'un élément qui permettrait de réduire les inégalités de financement serait d'abord la démocratisation des caractéristiques propres aux femmes, encore trop synonymes de mauvaises performances pour certaines institutions financières.

Notre étude comporte certaines limites. En premier lieu, la taille de l'échantillon (150), constitue une limite en ce sens qu'elle peut ne pas révéler avec exactitude les caractéristiques de l'ensemble des femmes bénéficiaires de crédit à Abidjan. Ensuite, compte tenu des contraintes de temps pour la rédaction de ce travail, notre questionnaire a été adressé uniquement qu'aux femmes se trouvant dans les trois plus marchés de la capital .De ce fait, nous n'avons pas pu interroger des responsables de banques commerciales et des IMF pour avoir leur avis sur le critère de sélection des femmes bénéficiaires de crédit dans le secteur agricole.

Par contre, l'étude réalisée au Cameroun Chenea et al (2018) gagneraient à être développées dans les recherches futures afin de permettre aux petits exploitants d'accéder au financement même sans grands moyens. En effet, les auteurs ont montré que la mise en réseau des entrepreneurs ou l'appartenance à des structures sociales engendraient plus de facilité dans le processus d'octroi de crédit et permettraient aux entrepreneurs d'accroître les chances d'acquérir le montant de crédit désiré.

A cet effet, le réseau relationnel compte de plus en plus parmi les facteurs qui concourent le plus à la réduction d'asymétrie d'information sur le marché de crédit. Selon Wamba (2013) les entrepreneurs qui parviennent à établir de forts liens avec l'institution prêteuse arrivent à bénéficier d'une réduction des coûts de transaction et d'acquisition du prêt.

Compte tenu de ces nombreux avantages, des études ultérieures gagneraient à intégrer de façon explicite l'impact du réseau personnel sur le développement de l'acquisition de crédit dans le secteur agricole encore qualifié de secteur aux multiples risques.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages et articles

- ABBAS ALI CHANDIO, YUANSHENG JIANG, FENG WEI, ABDUL REHMAN AND DAN LIU (2017) “*Famer’s access to credit: Does collateral matter or cash flow matter? Evidence from Sindh, Pakistan*” Cogent Economics and finance (2017)
- ANDREE LAFORTUNE et ST-CYR LOUISE (2000) « *perception de l'accès au financement chez les femmes entrepreneures* » *Gestion, Revue Internationale de Gestion*, Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec ISBN: 2-550-36671-9, Gouvernement du Québec, 2000
- CHERYL DOSS AND SOPHIE THEIS (2018): “*Women in agriculture: four myths*” *Global Food Security* V.16 P 69-74
- DERESSE MERSHA AND ZERIHUN AYENEW(2018): “*Financing challenges of smallholder farmers: A study on members of agricultural cooperatives in Southwest Oromia Region, Ethiopia*”, Received 5 February, 2018; Accepted 5 March, 2018 *African Journal of Business Management*
- ESSOSSINAM ALI, NADEGE ESSOSSOLIM AWADE (2019) « *Credit constraints and soybean farmers’ welfare in subsistence agriculture in Togo* ». *Heliyon* 5 (2019) e01550. doi: 10.1016/j.heliyon.2019. e01550
- GM DIIRO, G SEYMOUR, M KESSIE, G MURICHO ET BW MURIITHI (2018): « *Autonomisation des femmes dans l’agriculture et productivité agricole : données provenant des ménages de producteur de maïs ruraux dans l’ouest du Kenya* » *journal .Pone.0197995*

- GUERIN. I (2001), « *Micro finance et autonomie féminine* », Document de travail N°32. Secteur de l'emploi, Organisation Internationale du Travail, Unité Finance et Solidarité, Genève
- GUERIN I., SERVET J.M., (2004), « *Exclusion et Liens Financiers* », Rapport du Centre Walras 2003, Paris, Economica
- LOUIS JACQUES FILION (1997), « *Le champ de l'entrepreneuriat: historique, évolution, tendances* », Revue internationale PME, vol. 10, no. 2, 1997, p. 130-172
- MANFRED KOUTY, PATRICE ONGONO, DOLINE NGO NGUEDA (2015), « *l'accès des femmes au microcrédit au Cameroun* », La microfinance en Afrique centrale: Le défi des exclus sous la direction de Elias T. Ayuk, Université des Nations Unies – Institut des Ressources Naturelles en Afrique (UNU-INRA), Accra, Ghana.
- N'GORAN KOFFI ET GRODJI KOUAME (2013), « *l'octroi des micro-crédits en côte d'ivoire: le défi de la confiance entre prêteurs et emprunteurs dans un contexte de fragilité politique et économique* », *European Scientific Journal August 2013 edition vol.9, No.22 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431*
- NUAMA EKOU (2006) « *Mesure de l'efficacité technique des agricultrices de cultures vivrières en Côte-d'Ivoire* », *Économie rurale*, 296 | 2006, 39-53.
- OUATTARA ABDOULAYE (2007), « *L'entrepreneuriat féminin en Côte d'Ivoire: obstacles et opportunités* », *Management International*, ISSN: 1206-1697, vol. 11, n° 2, pp. 53-64
- ROBERTS LORBAH (2017) : “ *An analysis of determinant of access to and use of credit by smallholder famers in Suakoko District, Liberia*” Reg .N°A56/76127/2014

- SHAHAB SAQIB AND UBAID ALI: “*Factors determining subsistence farmer’s access to agricultural credit in flood-prone areas of Pakistan*” *Kasatsart journal of Social Sciences* vol 39 p. 262-268
- TA NHAT LINH , HOANG THANH LONG , LE VAN CHI , LE THANH TAM AND PHILIPPE LEBAILLY (2019): “*Access to Rural Credit Markets in Developing Countries, the Case of Vietnam: A Literature Review* “,Received: 28 December 2018; Accepted: 4 March 2019; Published: 9 March 2019
<http://dx.doi.org/10.3390/su11051468>
- TAKWA ABONWI CHENAA, ANYIK GEENA MARIA AND MACLEAN NKIEMBOUPOH TENO: “*Determinants of Access to Credit and Performance of Smallholder Farmers in Kumba Municipality, South West Region of Cameroon*”
DOI: 10.9734/AJAEES/2018/40448 Complete Peer review History:
<http://www.sciencedomain.org/review-history/24700> Received 28th February 2018
Accepted 30th April 2018 Published 21st May 2018
- TEUFACK MIREILLE DJOUMESSI , DOUMAGAY DONATIENNE MOSKOLAÏ ET MICAEL MYEDE(2017) : « *Structures d’accompagnement informelles et financement de la petite entreprise camerounaise en phase de démarrage : le cas de la femme entrepreneure* » . *Revue africaine de management - African management review* ISSN : 2509-0097 VOL.2 (1) 2017 (PP.22-38) <http://revues.imist.ma/?journal=RAM>
- THERESA ANIGBOGU, OBIANJU AGBASI, MOSES OKOLI (2015):”*Socioeconomic factors influencing Agricultural production among cooperative farmers in Anambra state,Nigeria*” *journal international de recherché academique en economie et science de gestion*,2015 ,vol 4
- WAMBA HENRI (2013) : « *Capital social et accès des PME africaines au crédit bancaire : le cas du Cameroun* » *La Revue des Sciences de Gestion, Direction et Gestion* n° 259-260 – Finance-PME janvier-avril 2013

- WAMPFLER BETTY (2004), « *La micro finance : un outil de développement durable ?* », document de travail HDR, septembre 2004

2. Travaux Universitaires

- ANNE LISE SERY (2012), « *Le micro crédit: l'empowerment des femmes ivoiriennes* », Sociology. Universite Paul Valery - Montpellier III, 2012. French.
- BRUYAT CHRISTIAN (1993), « *Création d'entreprise: contributions épistémologiques et modélisation* », Thèse de doctorat ès sciences de gestion, Université Pierre-Mendez-France, Grenoble 2.
- DALLI SERGES (2008), « *Le micro crédit dans les pays en développement : Etude de cas en Côte d'Ivoire. Vers une autre explication des difficultés de remboursement et/ou du non remboursement.* » Thèse de doctorat, 2008, Université Paris Ouest, France.
- LEFEBVRE ONDINE (2012), « *Le financement bancaire des femmes entrepreneurs* », Université Catholique de LYON, ESDES – Mémoire Master 2 2012.
- TIVOLY H. (2007), « *Les pratiques institutionnelles des micro finances relatives à la lutte contre la pauvreté : l'expérience de la COOPEC dans la commune du plateau* », Mémoire de DEA, Université de Bouaké.
- TRA LOU, V. (2006), « *Analyse des comportements de non remboursement du microcrédit: l'exemple du projet convention cadre pour le financement des groupements informels de la COOPEC de Yopougon Selmer* », Mémoire de Maîtrise, Université de Bouaké.

3. Rapports

- PNUD. Rapport annuel de 2009 sur la pauvreté féminine dans les pays du Tiers Monde.

- WAMPFLER B., LAPENU C., (2002), « *La micro finance au service de l'agriculture familiale* ». Résumé exécutif du séminaire international, 21-24 janvier 2001 Dakar Sénégal. Afraca /Cirad / Cta/Mae /Enda-Graf/Fida Cerise. Français / Anglais. Ministère Français des Affaires Etrangères Série « Partenariats ».

4. Liens internet

- [www.ci.undp.org/content/cote d 'ivoire/fr/home/country info/](http://www.ci.undp.org/content/cote-d-ivoire/fr/home/country-info/)
- <http://www.msffe.info/>
- <http://www.unacoopec.com/>
- <http://www.banquemondiale.org/>
- <http://fr.unesco.org/>